L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 18 NOVEMBRE 1887.

PETITES ANNONCES.

A VENDRE.

A VENDRE — Une épicerie, buvette et chantier de bois, situés dans le Stuedis n° 1, Kaltwasser coin North Peters et Tricou. 18nov—5f

A VENDRE — Son de riz à vendre au plus bas prix au marché au Lamant Rice Mill, Bureau No 71 rue Decatur. 15 nov—7f

A VENDRE — Pour cause de départ, la grocerie située coin Bourgogne et Toulouse, côté nord. Pour toute information s'adresser sur les lieux. 11 nov—1acm

A VENDRE, louer ou cultiver à la part — Un arpent et demi de terre de premier choix, fraîchement labourée et prête à la culture, à cinq minutes de résidence et tous les accessoires de ferme, située rue Broad No 287, entre O'Reilly et Aubry. S'adresser au No 125 rue Bourbon. 8 nov—2 V

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Léonce Victor Tardif de Pertuis.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 21,793—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en existe) pour lesquelles le compte présenté par Emmanuel Legendre, exécuteur testamentaire de cette succession, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
18nov—18 23 27 Greffier.

Succession de John E. Schroeder.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 22,559—Division A—Attendu que Katie Wedemeyer, épouse de John E. Schroeder a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu John E. Schroeder décédé intestat—avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
W. J. McGEEHAN,
18nov—18 23 27 Greffier.

Succession de Mme Catherine Rau, femme de J. D. Schlumberger.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,194—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en existe) pour lesquelles le compte présenté par Henri Schlumberger, administrateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
17nov—17 22 26

Succession de Simeon Fitzpatrick.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 22,514—Division E—Attendu que Mme Veuve Mary Fitzpatrick a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu Simon Fitzpatrick décédé intestat—avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
17nov—17 22 26 Greffier.

Succession de Thomas Manning

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21,076—Division D—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente publication, les raisons (s'il en existe) pour lesquelles le compte présenté par Thomas Mulvey, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
16 nov—16 20 25.

Succession de Mary Emma Schiller, femme décédée de O. A. Farrex.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 22,536—Division C—Attendu que Mme Caroline N. Schiller, femme de Robert Heuke a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Mme Emma Schiller, femme décédée de O. A. Farrex—avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
12 nov—12 16 20

Succession de Jules Victor

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,131—Division A—Attendu que Gabriel Vallery, administrateur, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu Jules Victor décédé intestat—avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
9 nov—9 15 18

PAR LE CONSTABLE.

François A. Maugin contre Joseph Pisani.

DIXIÈME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans. No 1616. En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Denis de Conde Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans et à moi remis ce jour, je vais procéder à la vente aux enchères publiques au No 30 Passage de la Bourse, entre le Comptoir Bancaire dans le Deuxième District, Mercredi le 16 MARS 1887, à 11 heures A. M. de la propriété saisie en cette cause, savoir :

Un lot de terre, avec les bâtisses et améliorations y existant situé dans le Faubourg Bayou St. John, dans la Nouvelle-Orléans, mesurant 30 pieds de façade sur la rue Derbigny, sur une profondeur de 120 pieds, entre les rues Gentilly et Touro, le tout conformément à un plan de C. A. Reckling, arpenteur, en date du 19 décembre 1885, enregistré dans le livre 78, à la page 113.

Conditions — Comptant sur les lieux.
ALLEN BARNES,
Constable de la Deuxième Cour de Cité.
12 nov—16 20 23

Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands de la Nouvelle-Orléans.

No 104 RUE DU CANAL.

Trente-deuxième Etat de situation Annuel.

CONFORMÉMENT aux exigences de sa Charte, la Compagnie publie l'exposé suivant :

Primes reçues durant l'année expirant mai 1887, y compris les primes non acquises de la précédente année —

Primes sur les risques d'incendie $185 875 33
Primes sur les risques de mer 6 577 07
Primes sur les risques de rivières 4,703 65

Total des primes $197 156 02
Moins les primes non échues 54 874 00

Primes nettes acquises à la date du 31 mai 1887 $142,282 02

Pertes payées —
Sur risques d'incendie $60,345 05
Sur risques maritimes 3 078 48
Sur risques de rivières 1,523 90
Taxes et dépenses, moins l'intérêt 3 355 98
Réassurances et primes remboursées 19 627 13— 77 930 54

Profit $64,351 48
Moins 7% 0 0 de dividende payé 45 000
Reserve pour les réclamations non ajustées 15 000 60 000 00

En plus 4 351 48

La Compagnie a l'actif suivant :

Immeuble $252 327 00
Actions de Banques de Compagnies de Chemins de fer et autres 50,736 77
Billets garantis par hypothèques et autrement 104 939 95
Billets à recevoir 54,724 51
Primes en voie de recouvrement 22,572 97
Action de la compagnie du chantier "Dry Dock de Valette 11 362 50
Jugements sur les billets hypothécaires 4,335 00
Comptant en caisse 35,772 25

$542 771 01

L'exposé qui précède et une copie juste vraie et exacte des livres de la Compagnie.

G. W. HUNT, Secrétaire. P. POERCHY, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, }
Paroisse d'Orléans, } ss.
Ville de la Nouvelle Orléans. }

Fait et signé par devant moi ce 13me jour de juin 1887.

N. B. TRIST, Notaire.

DIRECTEURS :

D. A. Chaffraix	Jos A. Shakespeare
M. W. Smith	W. H. Bofinger.
Paul Capdevielle	Jno. R. Laitlande.
Aristide Hopkins,	D. F. Ca
Paul Fourchy.	C. Bassetti,

Alden McLellan

14 juin—1m

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

et

PLUS D'UN MILLION

A

DISTRIBUÉ.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868 dans un but de charité et pour aider au développement de l'encouragement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire émotionné, et subséquemment par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 de décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois et **ses Grande Tirages Semestriels eut lieu tous les six mois : Juin et Décembre;**

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirag - mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, tous en donnons l'assurance, ont lieu avec la bonne foi la plus absolue à laquelle la Compagnie a se servir, dans ses affaires, une confiance à quoi nous croyons le faire utile de la part des

COMMISSAIRES.

Grand Tirage Semestriel,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 DEC. 1887.

GROS LOT:

$300,000

100 000 Billets à Vingt Dollars chacun. Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2; Vingtième de Billet $1.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300.000, soit	$300.000
1 Lot de	100.000,	100.000
1 Lot de	50.000,	50.000
1 Lot de	25.000,	25.000
2 Lots de	10.000,	20.000
5 Lots de	5.000,	25.000
25 Lots de	1.000,	25.000
100 Lots de	500,	50.000
200 Lots de	300,	60.000
300 Lots de	200,	100.000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de $300, soit	$30.000
100 Lots de $300,	30 000
100 Lots de $200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

1.000 Lots de $100, soit	$100.000
1.000 Lots de $100,	100.000
3.136 Lots se montant à	$1.655.000

☞ Pour les Clubs ou toute autre information à nécessaire au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la *signature lisible*. Ils n'adressera un service plus rapide de la Poste en envoyant mse enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank, New Orleans, La

RAPPELEZ VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui présidé à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits, inscrits dans une charte sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Défiez-vous donc des contrefaçons et des plans nouveaux !

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE, }
Paroisse d'Orléans, }
Ville de la Nouvelle Orléans. }

CE TROISIÈME jourdu mois d'OCTOBRE, de l'année mil huit cent quatre-vingt sept et la cent douzième de l'independance des Etats Unis.

Par devant moi, ALPHONSE VICTOR PHILIPPS, notaire, dument commissionné et qualifié, en la ville de la Nouvelle-Orléans, paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, domicilié en ladite ville et paroisse, en la présence des témoins ci après nommés et des soussignés, ont comparu personnellement les différentes personnes dont les noms figurent dans cet acte, lesquelles ont déclaré que se conformant aux dispositions des lois de cet Etat relatives à l'organisation des corporations pour travaux d'utilité publique, et spécialement des privilèges assurées par la loi No 111 de 1882, approuvée le 5 juillet 1882 elles conviennent (et s'y engagent) ainsi que leurs associés et successeurs de former et constituer une corporation pour les fins et objets ci après, et en vertu des stipulations et règlements qui suivent savoir :

ARTICLE Ier.

Le nom et le titre de cette corporation sera la "NEW ORLEANS SAFE AND LOCK COMPANY" elle aura sous ce nom, pouvoir et autorité, pendant vingt cinq ans, à partir de la présente date de faire tous les contrats nécessaires à l'objet qu'elle a en vue, de posséder, recevoir, acheter et vendre, sous son nom légal, des biens fonds et des biens meubles ; de prêter et hypothéquer de leur garantie ; de nommer et désigner tels officiers, directeurs et agents qu'exigeront ses intérêts et ses besoins ; d'adopter les règlements nécessaires à la bonne administration de ses affaires ; de les changer et modifier à son gré ; d'accomplir enfin tels autres actes qu'elle jugera nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création.

ARTICLE II

Le domicile de la dite corporation sera établi dans la ville de la Nlle Orléans, Etat de la Louisiane. Toutes les assignations et toutes les pièces judiciaires qui seront requises pour procéder contre la corporation, ou en son nom, pourvoir et satisfaire aux dites actions contraires après qu'avis leur aura été donné devant le juge de la cour de première instance du district où la dite corporation aura son domicile légal, ou devant le juge en vacances, ou devant le greffier de la dite cour, en cas de son absence ou inhabilité, seront valables et suffisantes, et en cas de décès, démission ou absence des officiers ci après nommés, les assignations et pièces judiciaires pourront être signifiées à tout autre officier ou agent de la corporation.

ARTICLE III

L'objet de la dite corporation est de fabriquer, vendre et louer des coffres-forts, serrures de sureté, voutes et ouvrages de sureté, ainsi que d'autres articles en fer et en acier, en métal ou autre métaux, en tout ou en partie, et, dans ce but, de se procurer et vendre, acheter tous autres articles nécessaires et de les convertir en et d'autres articles pour l'application ou l'emploi de machines et autres appareils ; aussi de vendre et de louer ces articles ainsi manufacturés, et de les construire ou d'entretenir une fabrique pour les dits articles

ARTICLE IV.

Le capital de ladite corporation est fixé à la somme de quarante mille dollars, divisé en quatre cents actions de cent dollars chacune, vingt-cinq pour cent du montant de chaque action devant être payé comptant lorsque vingt cinq mille dollars en capital auront été souscrits, vingt-cinq pour cent soixante jours plus tard et le reste au gré du conseil de direction, en sommes de dix pour cent au plus du montant et à des intervalles de trente jours au moins.

ARTICLE V.

Les pouvoirs de corporation et de la dite corporation seront exercés par un conseil de direction composé de sept actionnaires dont chacun devra détenir en son propre nom ou au nom de ses femmes séparées de biens ou enfants mineurs, cinq actions du capital de la dite Compagnie, actions dont le montant total devra être payé comptant. Les directeurs de la première élection ainsi que les premiers officiers seront choisis parmi les actionnaires qui auront souscrit le capital requis pour la dite élection. Les directeurs ainsi choisis auront pouvoir de choisir parmi eux un président et un vice président, ainsi qu'un secrétaire trésorier et un portier. Ces officiers seront les seuls membres du Président et Vice Président ainsi qu'un Secrétaire trésorier constitueront le conseil exécutif. Il pourra aussi nommer un administrateur et tels autres officiers et employés qu'il jugera nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création. Les directeurs ainsi choisis resteront en charge pendant un an et jusqu'à ce que leurs successeurs soient choisis. Le conseil de direction aura le droit de remplir les vacances dans le Conseil. Le président ou le vice président et trois directeurs constitueront un quorum pour l'expédition des affaires de la Compagnie et il lui sera loisible de nommer et désigner tels officiers, directeurs et agents qu'il croira nécessaires pour la bonne administration de ses affaires ; de les changer et modifier à son gré ; d'accomplir enfin tels autres actes qu'elle jugera nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création.

Les personnes suivantes composeront le premier conseil de direction de la Compagnie et rempliront les fonctions de leurs offices respectifs qu'au premier mardi de janvier 1888 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient choisis savoir : Arthur Macbeth, président, Alphonse Philippe, vice président, W. Tunbridge, William T. Coote, Leonhard Knoff, Edward A. Palfrey et Augustin Roy.

ARTICLE VI.

Quand la dissolution de cette corporation devra avoir lieu soit par la volonté des parties ou pour toute autre cause ses affaires seront liquidées sous la surveillance de trois de ses actionnaires choisis à cet effet par les actionnaires ou la majorité d'entre eux, et le dit comité ainsi choisi devra faire un inventaire complet et exact de tous les biens, effets et dettes appartenant à la dite corporation, et après avoir payé toutes les dettes de la dite corporation, le surplus sera distribué entre les actionnaires au prorata de leurs actions respectives.

ARTICLE VII.

Les actionnaires ne seront responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions respectives et ne pourront être tenus personnellement responsables pour aucune dette ou obligation de la dite corporation.

ARTICLE VIII.

Cet acte d'incorporation pourra être changé ou modifié ou la corporation pourra être dissoute par le vote de deux tiers des actions de la dite corporation représentées par procuration ou autrement à une assemblée générale des actionnaires convoquée à cet effet par le président ou le directeur, ou par un des directeurs dans le cas où ces deux officiers seraient absents ou actionnaires ou autrement.

ARTICLE IX.

Jamais aucune actionnaire ne sera responsable des contrats ou des créances de ladite corporation, sans une somme excédant la somme de ses actions non payées sur icelles. Aucune indemnité dans les dispositions à ces fins n'aura effet à moins que la dite indemnité n'exprime que les actionnaires ne seront responsables que jusqu'à concurrence de leurs actions non payées sur icelles.

ARTICLE X.

Le fonds capital de cette corporation pourra être augmenté à n'importe quel montant n'excédant pas cinq millions de dollars, divisé en actions de cent dollars chacune, par le vote de deux tiers des actions de ce fonds capital à toute assemblée régulière de cette corporation dûment convoquée à cet effet, vingt cinq mille dollars en capital auront été souscrits, vingt-cinq pour cent soixante jours plus tard et le reste au gré du conseil de direction, en sommes de dix pour cent au plus du montant et à des intervalles de trente jours au moins.

ARTICLE V.

Les pouvoirs de corporation et de la dite corporation seront exercés par un conseil de direction composé de sept actionnaires dont chacun devra détenir en son propre nom ou au nom de ses femmes séparées de biens ou enfants mineurs, cinq actions du capital de la dite Compagnie, actions dont le montant total devra être payé comptant. Les directeurs de la première élection ainsi que les premiers officiers seront choisis parmi les actionnaires qui auront souscrit le capital requis pour la dite élection. Les directeurs ainsi choisis auront pouvoir de choisir parmi eux un président et un Vice Président ainsi qu'un Secrétaire trésorier et un portier. Ces officiers seront les seuls membres du Président et Vice Président ainsi qu'un Secrétaire trésorier constitueront le conseil exécutif. Il pourra aussi nommer un administrateur et tels autres officiers et employés qu'il jugera nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création. Les directeurs ainsi choisis resteront en charge pendant un an et jusqu'à ce que leurs successeurs soient choisis. Le conseil de direction aura le droit de remplir les vacances dans le Conseil. Le président ou le vice président et trois directeurs constitueront un quorum pour l'expédition des affaires de la Compagnie et il lui sera loisible de nommer et désigner tels officiers, directeurs et agents qu'exigeront ses intérêts et ses besoins ; d'adopter les règlements nécessaires à la bonne administration de ses affaires ; de les changer et modifier à son gré ; d'accomplir enfin tels autres actes qu'elle jugera nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création.

ARTICLE VI.

Quand la dissolution de cette corporation devra avoir lieu soit par la volonté des parties ou pour toute autre cause ses affaires seront liquidées sous la surveillance de trois de ses actionnaires choisis à cet effet par les actionnaires ou la majorité d'entre eux, et le dit comité ainsi choisi devra faire un inventaire complet et exact de tous les biens, effets et dettes appartenant à la dite corporation, et après avoir payé toutes les dettes de la dite corporation, le surplus sera distribué entre les actionnaires au prorata de leurs actions respectives.

ARTICLE VII.

Les actionnaires ne seront responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions respectives et ne pourront être tenus personnellement responsables pour aucune dette ou obligation de la dite corporation.

ARTICLE VIII.

Cet acte d'incorporation pourra être changé ou modifié ou la corporation pourra être dissoute par le vote de deux tiers des actions de la dite corporation représentées par procuration ou autrement à une assemblée générale des actionnaires convoquée à cet effet par le président ou le directeur, ou par un des directeurs dans le cas où ces deux officiers seraient absents ou actionnaires ou autrement.

ARTICLE VIII.

Jamais aucun actionnaire ne sera responsable des contrats ou des créances de ladite corporation, sans une somme excédant la somme de ses actions non payées sur icelles. Aucune indemnité dans les dispositions à ces fins n'aura effet à moins que la dite indemnité n'exprime que les actionnaires ne seront responsables que jusqu'à concurrence de leurs actions non payées sur icelles.

ARTICLE IX.

Dans le cas où un souscripteur au fonds capital de cette corporation négligerait de payer ses actions aux échéances qui auront été fixées par mande du Bureau des Directeurs conformément à l'article 5 ci dessus dans les trente jours après le dernier jour fixé pour ces paiements, ses souscriptions de même que toutes les paiements faits par lui seront confisqués par le conseil de Direction de cette corporation, sans préjudice au droit de la corporation de recouvrer les dites actions par la corporation et seront déclarés forfaits à la corporation.

ARTICLE XI.

Cette corporation entrera en fonctions et commencera les affaires aussitôt que deux cents actions du fonds capital auront été souscrites.

Ainsi fait et passé en mon étude dans la ville de la Nouvelle Orléans, les jour mois et an dessus designés en présence de James Simon, et de Samuel Gardner témoins connus, lesquels ont signé avec les dites signatures avec celles d'autres personnes ci après nommées.

(Ont signé)
C. MAUCELL,
H. DUDLEY COLEMAN,
G. H. W. THIBELL,
GEO. C. MITCHLER.
W. T. COATS.
PH. NAGLE,
P. NAGLE, Jr.
LEONID NAEF.
JOSEPH E. BOHNER, PP. G. H. W. T.
S. BERNSHEIM BROS. & CO.
PP. G. H. W. T.,
W. S. BENEDICT, PP. G. H. W. P. T.,
GEO. THOMPSON, PP. W. T. C.,
GEO. D. FISCHER, PP. W. T. C.,
J. MANGUNO, PP. W. T. C.
JOHN MCCLELLAN, PP. W. T. COATS,
SAM'L GARDINER.
JAS. SIMON.
ALPHONSE PHILIPS, Notaire Public.

Je, soussigné, auxquelles on des hypothèques, en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie ici que l'acte d'incorporation qui précède de la "New Orleans Safe and Lock Company" a été dûment enregistré en mon bureau, dans le livre 358, à la page 292.

Nouvelle Orléans, le 3 octobre 1887.
Signé : GEO. GUINAULT,
Députe annotateur.

Je certifie que les lignes ci dessus et ci dessous sont une copie exacte de l'acte d'incorporation de la "New Orleans Safe and Lock Company" et de l'attestation qui y est annexé, enregistrées en mon étude.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et mon sceau officiel ce 8me jour d'octobre A. D. 1887.
ALPHONSE PHILIPS.
8oct—5 fen 1 m Notaire.

Bureaux des percepteurs de taxes d'Etat, paroisse d'Orléans.

Nouvelle Orléans, 18 octobre 1887.

Avis aux acheteurs de propriété sous l'acte No 82 de 1884 et aux personnes dont les propriétés ont été vendues à l'Etat pour taxes non payées de 1880 et les années subséquentes.

Attendu qu'un grand nombre de personnes qui ont acquis des propriétés sous l'acte No 82 de 1884, ayant assumé et promis de payer les taxes, frais, etc., dus sur les propriétés pour 1880 et les années subséquentes, et ne s'étant pas conformés aux conditions de la vente et la même propriété ayant été vendue à l'Etat pour les taxes non payées de 1880 et les années subséquentes, et comme le délai dans lequel les dits paiements peuvent être faits et la propriété rachetée expirera bientôt, avis est par le présent donné aux acquéreurs sous le dit acte et à toutes les autres personnes dont la propriété a été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes qu'à moins que la dite propriété ne soit rachetée dans les trente jours qui suivront cette date, le droit de payer les dites taxes, etc., de rachat de la propriété expirera et conformément aux dispositions reçues de l'Auditeur des Comptes Publics, possession sera prise de toutes les dites propriétés et les loyers et les revenus seront collectés et versés dans la Trésorerie de l'Etat.

JAY DE D. HOSPITAL,
Percepteur de taxes d'Etat, District supérieur, No 77 rue Carondelet.
CHAS. CAVANAC,
Percepteur de taxes d'Etat, District inférieur, No 203 rue Canal.
18 oct—

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée de valeur dans le Troisième District.

Jean Roubédo vs Pierre Pesoch.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 22,338—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 73 et 74 rue St. Charles, entre la rue Gravier et la Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 13 décembre 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :—

Trois lots de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans la Paroisse d'Orléans, dans l'Isle bornée par les rues Levee, Bayou Frontine et Laverne Peters désignés par les Nos un, deux et trois sur un plan de Jos. Pilié, arpenteur, en date du 23 janvier 1871, une copie en est déposée au bureau de l'Assesseur, lesquels lots ont pour front sur la rue Levee quatre vingt dix pieds de façade sur la rue Bayou Road par une profondeur entre lignes de deux cent quatre vingts pieds, le tout conformément à un acte passé devant Richard Ireland, notaire public, le 23 janvier 1871, enregistré dans le livre 71 folio 1 et suivants.

Le dit terrain mesure 270 pieds de front sur la rue Levee, sur la rue Bayou Road par une profondeur de 280 pieds entre lignes parallèles.

Les dites bâtisses consistent en un cottage à deux étages et demi, avec dépendances, numéros 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19 et 21 rue Laverne Peters et 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30 et 32 rue Bayou Road.

Conditions — Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
17nov—13, 18, 25—29 Déc.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif Civil de propriété améliorée et de valeur, située dans la Nouvelle Orléans, dans l'Avenue Peters et la rue Octavia.

Division D. Chef de l'affaire :

William Barrow vs. Mme Elice A. Soubly et mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 22,037—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 73 et 74 rue St. Charles, entre la rue Gravier et la Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 13 décembre 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :—

Un lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la Paroisse d'Orléans, dans l'Isle bornée par les rues Levee, Bayou Frontine et Laverne Peters désignés par les Nos un deux et trois sur un plan de Jos. Pilié, arpenteur, en date du 23 janvier 1871, une copie en est déposée au bureau de l'Assesseur, lesquels lots ont pour front sur la rue Levee quatre vingt dix pieds de façade sur la rue Bayou Road par une profondeur entre lignes de deux cent quatre vingts pieds de profondeur, le tout conformément à un acte passé devant Richard Ireland, notaire public, le 23 janvier 1871, enregistré dans le livre 71 folio 1 et suivants.

Les dites bâtisses consistent en un cottage à deux étages et demi, avec dépendances, numéros 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19 et 21 rue Laverne Peters et 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30 et 32 rue Bayou Road.

Conditions — Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
17nov—13, 18, 25—29 Déc.

Avis aux Créanciers.

Département du Trésor.

Bureau du Contrôleur de la Circulation (Comptroller of the Currency). Washington, D. C., 9 juin 1887.

AVIS.

Aux créanciers de la "New Orleans National Banking Association of New Orleans, La.", insolvable.

Un dividende de 2 pour cent faisant en tout 62 pour cent a été déclaré en faveur des créanciers de cette association, le 9 juin 1885. La somme de $1,000,000 a été payée à cet effet, et attendu qu'un dividende final consistant en une réclamation contre E. L. Preston fonds de garantie en agence de N. N. Williams, pour $50,606 83. Cet action en recouvrement a été rendue à la Cour de circuit de l'district fédéral, pendante contre l'association. Aprés avoir été interjeté à la Cour Suprême des Etats Unis le jugement de la cour inférieure a été maintenu. Il ne sera donc pas fait de nouveau dividende aux créanciers de l'Association dont les affaires sont maintenant entre les mains de

W. L. TRENHOLM,
Contrôleur de la circulation.
Comptroller of the Currency.
A. M. Archbold,
A. Abelston,
Joseph Bingers,
Dr. J. Bloom,
W. R. Bell, adm. succ'r,
D. Benjamin & Co.,
Bernert & De Smet,
E. Belden,
E. Breon,
Louis Baier,
R. Beltran,
E. E. Batinde,
W. Alexander Bowe,
J. A. Bordozat,
Compagnie A. Lambert,
P. Calloway, agent,
P. Caro,
François Carrere,
Cassidy & Miller,
P. Casse,
N. Connell,
L. Chevres,
Herman Curtius,
John Crickard
Dubois & Lamaniere,
P. Duchesne,
A. Desmoulin,
J. C. Dow,
De Soto Hotel & Co.,
George Dupont,
W. F. Dumas,
R. De Saint-Armand,
Manuel Filliet,
Florian Fabacher,
Foley, Conger & Co.,
A. Floech,
Ouanna Gay,
M. Fahey,
E. C. Fenner,
Fenley & Quinenheim,
Joseph Guenglhemer,
Gebendly & Alix,
A. Grimsly,
Fred Good
Mme Arsebi Guirand,
Howard Goodman,
J. Garabi,
Hermann & Vignaux,
George How M. D.,
E. Herrer,
Mme Henry Hebert,
Ingenue Arcade & Co,
D. E. Johnson,
M. Jastinski,
P. Jantinol,
Emile Kaiser,
Kendig & Co.
Anatole Lecamont,
Joseph Lartier,
S. Lavinson.
La Wagonnerie ins. Co.
Lang & Bernheimer,
Mme J. B. Lopreste Succ.
La Ice Manufact. Co.
Victor Lanin,
Charles Maisson,
J. Mandin,
E. Mongeure, agent,
C. M. Manglin,
Maignan & Laborde,
J. Manaud,
T. Moreau,
Orville Marigny,
Y. Maignan,
H. Marks,
Borelle Sivaite,
Frank Oberhauser,
H. D. Ogden ogenteur
S. P. Parmly, agent,
Pritchard & Soothman,
Perkins, Swanson & Co.
S. B. Packard,
B. Pifet,
Planters Cotton Press
S. Rabasse,
J. Rasiere,
Mme Anna Saren,
William Sweete,
Southern Kanile Culture Ass.
Sparbacker & Dryes,
H. F. Sturckers,
Schneider & Zuberbier,
J. Siegfriend & Co.
S. Sauvy,
J. J. Stewart, trésorier,
F. Boubles,
C. B. Singleton,
Alfred Shaw,
F. Samsouth fils,
A. J. Terrebonne,
M. F. Todd & Co
E. A. Tyer,
M. A. Vogt,
Jos A. Vignaud,
François Voirin,
Adolf Wain,
A. F. Wiltz,
James Wilson,
R. E. White.
M. J. Zonnie & Co.

ANNONCES JUDICIAIRES.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Avis de dissolution de Société.

Nous soussignés, Jean Baptiste Bonnecaze et Jean Baptiste Bonnecaze fils, ont ce jour dissous la société qui existait entre eux sous la raison sociale de J. B. Bonnecaze & Fils, et nous avons nommé Jean Baptiste Bonnecaze fils, liquidateur de la dite société.

Nouvelle Orléans, 1er novembre 1887.
J. B. BONNECAZE,
J. B. BONNECAZE FILS.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Daniel Browne vs Ses créanciers

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,650—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en existe) pour lesquelles le compte présenté par Richard Ireland, syndic de cette faillite, daté du 24 janvier 1871, une copie en est déposée au bureau de l'Assesseur, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
9nov—9 15 18 Greffier

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans. Edouard Toupes vs ses créanciers—No 22,204—Division A—Ordre de Cour—Qu'un rendez-vous soit donné aux créanciers de Edouard Toupes, pour se réunir devant le juge de la Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, Division A, dans le Palais de Justice, à la Nouvelle Orléans, le 23 novembre 1887, à 11 heures A. M., pour entendre la lecture de l'état de l'actif et du passif de la dite succession, et pour nommer un syndic définitif, et pour prendre telles autres mesures qu'ils jugeront nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création.

ARTICLE II.

Le domicile de la dite corporation sera établi dans la ville de la Nlle Orléans, Etat de la Louisiane. Toutes les assignations et toutes les pièces judiciaires qui seront requises pour procéder contre la corporation, ou en son nom, pourvoir et satisfaire aux dites actions contraires après qu'avis leur aura été donné devant le juge de la cour de première instance du district où la dite corporation aura son domicile légal, ou devant le juge en vacances, ou devant le greffier de la dite cour, en cas de son absence ou inhabilité, seront valables et suffisantes, et en cas de décès, démission ou absence des officiers ci après nommés, les assignations et pièces judiciaires pourront être signifiées à tout autre officier ou agent de la corporation.

ARTICLE III

L'objet de la dite corporation est de fabriquer, vendre et louer des coffres-forts, serrures de sureté, voutes et ouvrages de sureté, ainsi que d'autres articles en fer et en acier, en métal ou autre métaux, en tout ou en partie, et, dans ce but, de se procurer et vendre, acheter tous autres articles nécessaires et de les convertir en et d'autres articles pour l'application ou l'emploi de machines et autres appareils ; aussi de vendre et de louer ces articles ainsi manufacturés, et de les construire ou d'entretenir une fabrique pour les dits articles

ARTICLE IV.

Le capital de ladite corporation est fixé à la somme de quarante mille dollars, divisé en quatre cents actions de cent dollars chacune, vingt-cinq pour cent du montant de chaque action devant être payé comptant lorsque vingt cinq mille dollars en capital auront été souscrits, vingt-cinq pour cent soixante jours plus tard et le reste au gré du conseil de direction, en sommes de dix pour cent au plus du montant et à des intervalles de trente jours au moins.

ARTICLE V.

Les pouvoirs de corporation et de la dite corporation seront exercés par un conseil de direction composé de sept actionnaires dont chacun devra détenir en son propre nom ou au nom de ses femmes séparées de biens ou enfants mineurs, cinq actions du capital de la dite Compagnie, actions dont le montant total devra être payé comptant. Les directeurs de la première élection ainsi que les premiers officiers seront choisis parmi les act